

sur la souveraineté est de l'étendre. Le commerce nous apporte la richesse. Et la richesse nous permet de payer pour de nouveaux programmes sociaux, de nouvelles initiatives culturelles, de nouveaux moyens d'exprimer l'identité propre des Canadiens. Il n'y aurait pas de Canada sans le commerce. Notre pays a été découvert par des négociants. Il a été mis en valeur par des sociétés commerciales, pour ne citer que la Compagnie de la Baie d'Hudson; et c'est pourquoi les coureurs des bois sont allés dans l'Ouest.

Un emploi sur trois, aujourd'hui au Canada, dépend du commerce et, au moment où se resserrent les liens dans le monde et où la concurrence augmente, c'est du commerce que dépend notre avenir. L'Accord canado-américain est une étape importante dans le processus qui nous permet de faire entendre notre voix en tant que Canadiens. Il y a d'autres étapes.

Par exemple, le Canada est un membre éminent du groupe de pays qui essaient d'établir de nouvelles règles pour le commerce entre toutes les nations, dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales. C'est la façon de procéder dans le monde moderne. Il faut convenir de règles avec d'autres pays parce qu'aucune nation n'est seule dans le monde. C'est pourquoi nous avons signé des traités afin de protéger la couche d'ozone. C'est pourquoi nous envoyons des contingents de maintien de la paix aux Nations Unies, c'est pourquoi nous recherchons des accords de commerce. Nous faisons partie du monde et nous pouvons nous y montrer des leaders. C'est là la tradition canadienne et cela fait partie intégrante de notre identité et de notre fierté nationales.

C'est pourquoi j'ai été tellement surpris, lorsque j'ai ouvert mon poste de télévision l'autre soir, de voir Ed Broadbent dire aux personnes du troisième âge à Edmonton que le libre-échange fera disparaître l'assurance-maladie. Quelques jours plus tard, M. Broadbent déclarait en Nouvelle-Écosse que le libre-échange mettrait fin à la politique de développement régional. Ces deux affirmations sont fausses, et M. Broadbent le sait.

Les adversaires de l'Accord de libre-échange ne parlent pas de commerce. Ils savent qu'il s'agit d'un accord économique raisonnable qui favorisera la création d'emplois et la croissance au Canada. Alors, ils saisissent l'occasion d'une campagne électorale pour faire naître de fausses craintes sur des questions qui n'ont rien à voir avec l'Accord de commerce. Je prendrai quelques instants, ce soir, pour parler de ces craintes.